



17A007F

**Communiqué de presse FGTB – CSC- CGSLB**

Bruxelles, le 19 avril 2017

**Plus que deux ans pour rétablir l'équité sociale et fiscale**

La FGTB, la CSC et la CGSLB exigent une réorientation de la politique du gouvernement fédéral. À mi-législature et à la veille d'un important exercice de confection du budget, il doit rétablir plus de justice sociale et fiscale.

**Il est temps de procéder à une évaluation**

Le gouvernement Michel applique – sous les applaudissements nourris des employeurs - toujours les mêmes recettes : modération salariale, travail flexible, mesures d'économies sur les allocations sociales, le non-marchand et les services publics. Le capital et la fortune sont totalement oubliés tandis que les travailleurs, les pensionnés et les allocataires sociaux paient le prix fort de la politique d'austérité.

**Conséquences de cette politique pour la population :**

- **Moins de revenus**

Le gouvernement inverse le principe de redistribution des richesses.

- **Détérioration des conditions de travail**

Le gouvernement rend le travail moins tenable et favorise les burnouts et le dumping social.

- **Moins de sécurité sociale et de protection**

Le gouvernement refuse de mettre à contribution d'autres revenus que ceux du travail et précarise dans une grande mesure les malades, les chômeurs et les pensionnés.

- **Augmentation de la pression fiscale**

Les travailleurs supportent l'essentiel de la charge de l'impôt. Les grandes fortunes, les bailleurs, les investisseurs, les entrepreneurs sont largement épargnés.

- **Moins de services publics**

Les sévères économies sur le personnel et les moyens mettent les services publics en danger alors qu'ils sont essentiels pour assurer le bon fonctionnement de notre société. Le démantèlement de la fonction publique touche plus particulièrement les travailleurs et les allocataires sociaux. Les riches ont toujours la possibilité de recourir aux services commerciaux vendus par les entreprises privées.

Non seulement notre bien-être et notre qualité de vie sont en recul, mais tous les autres indicateurs se trouvent aussi dans le rouge. En matière de croissance d'emploi et d'évolution salariale, nous sommes en queue du peloton européen. Le déficit budgétaire est même plus important qu'en début de législature. Le contrôle budgétaire 2017 n'a été qu'un contrôle budgétaire reporté.

Et comme si cela ne suffisait pas, les partis de droite et les employeurs veulent radicalement abaisser l'impôt des sociétés. Les conséquences en seraient néfastes pour la société. Après celui du tax shift, un nouveau trou serait creusé dans le budget... que les travailleurs et allocataires sociaux seraient amenés à combler.

### **Il est surtout temps de changer de politique**

Nous exigeons une politique plus juste, plus équitable et plus équilibrée.

- Des impôts équitablement répartis avec donc une meilleure contribution des revenus de la fortune et du capital. Tous les revenus doivent être connus et chaque euro doit être imposé équitablement. Fairplay fiscal. Fin des échappatoires.
- L'augmentation du pouvoir d'achat. Libre négociation des salaires.
- Plus d'emplois faisables et tenables au lieu de faire des cadeaux aux employeurs.
- Financement stable de la sécurité sociale, renforcement pour assurer une meilleure qualité de vie.
- Des pensions décentes à un âge décent au lieu de faire travailler les gens plus longtemps et plus durement.
- Investir dans les emplois de qualité, les infrastructures publiques, le Non-Marchand et des services publics efficaces et accessibles. Tout le monde s'en portera mieux.

**Les travailleurs ont droit à des emplois de qualité et à l'équité sociale et fiscale. Le gouvernement doit entendre ce message.**

**Dossier de presse en annexe** : évaluation de la politique du gouvernement et liste des exigences concrètes des syndicats.